

Le rapport d'activité

académique (février 2002 - janvier 2004)

Tous les 2 ans, les syndiqués du S.n.e.s. élisent une nouvelle commission administrative (C.a.a.), qui désigne le bureau et le secrétariat de la section académique (S3), chargés de mettre en œuvre les décisions des congrès et des C.a.a. Le S3 a pour mission d'animer la vie syndicale, de défendre les collègues qui le sollicitent et de représenter les personnels dans les instances paritaires académiques. Les syndiqués sont appelés à donner leur avis sur son action, en votant sur un rapport d'activité et un rapport financier que le S3 doit leur soumettre avant le congrès académique. Les rapports publiés dans ce bulletin couvrent la période s'étendant de février 2002 à janvier 2004. Présenté par le secrétariat au nom des élus de la liste d'Union, le rapport d'activité doit être débattu par les S1, et soumis au vote entre le 15 et le 27 mars 2004, ainsi que le rapport financier.

Le rapport d'activité du secrétariat de la section académique de Lille porte sur les deux dernières années. Présenté au vote des syndiqués, il doit permettre à tous de donner un avis, non sur l'activité nationale, mais bien sur celle du S3. Cette année, le secrétariat a décidé de publier un rapport plus court, qui ne reprend donc pas la présentation détaillée, secteur par secteur, action par action, etc. mais qui trace les grandes lignes de l'action et les préoccupations qui ont été les nôtres depuis 2002.

Face aux offensives libérales

L'année 2002 voit la réélection de Chirac dans les circonstances connues, l'affirmation de l'extrême-droite dans la durée, l'effondrement des forces de la gauche gouvernementale et la montée d'un vote protestataire à l'extrême-gauche. Le nouveau gouvernement s'est lancé dans une opération systématique de remise en cause des acquis sociaux arrachés depuis la Libération, attaquant sur tous les fronts, et sans rencontrer de résistance unie. L'inspiration libérale, l'ancrage dans les choix européens ont été à la base des politiques de restrictions budgétaires et de casse des services publics, par le biais des projets de décentralisation. Dès avril 2002, le S3 a lancé, à toutes les forces progressistes, un appel à un espace de réflexion commune pour analyser les causes de ces évolutions et renouer les fils d'un dialogue réduit à sa plus simple expression. Il faut constater que cette proposition n'a soulevé aucun enthousiasme et que la difficulté du dialogue persiste deux ans après. Malgré tous nos appels, nos demandes, il n'y a pas de rencontres bilatérales avec les partenaires politiques régionaux, à commencer par la présidence de région. Le dialogue est plus facile avec les départements, rare avec les élus de tous bords.

C'est donc dans ce contexte qu'il faut analyser le mouvement de l'an dernier, ses avancées et ses limites. Dans l'académie, le mouvement a démarré début mai. Depuis la rentrée, le S3 avait mobilisé contre les projets gouvernementaux, sup-

pression des M.i.-S.e., décentralisation avec transfert de personnels (Co-Psy, assistants sociaux, médecins, T.o.s.), projets de réforme des retraites en multipliant les actions, tracts et rassemblements. La mobilisation, même si elle n'a pas été forte au début, a permis la sensibilisation des personnels sur ces questions, facilitant ainsi une mobilisation plus générale par la suite. En mai-juin, le S3 a défendu le principe de la nécessaire extension du mouvement, prôné la poursuite de la grève lors des périodes d'examen, pesant sur la décision nationale de grève le 12 juin. Il a cherché à amplifier le mouvement en participant aux AG, tout en s'opposant à la mise en place d'une coordination nationale dont les membres s'étaient déjà autoproclamés, et en ouvrant le site informatique aux S1. L'effort réalisé dans le domaine informatique depuis des années a permis une circulation rapide de l'information. Pour autant, malgré les coûts engendrés, le S3 a eu recours à des moyens plus traditionnels, et a cherché à rendre visible le S.n.e.s. durant les actions. De ce point de vue, le S.n.e.s. nous a paru mieux en capacité d'accompagner et de prendre sa part au mouvement que lors des actions de 1995. Comme à cette époque, la recherche de l'unité s'est accompagnée de la volonté de gérer démocratiquement le mouvement en réunissant les représentants des S1 dans les bassins, et en participant à des réunions d'établissement.

Si le rapport des Forces créé a été insuffisant pour gagner, la mobilisation s'étendant peu durablement au-delà de l'Education Nationale, avec une unité syndicale mise à mal dès la mi-mai, le mouvement du printemps 2003 reste riche d'enseignements pour les actions suivantes.

Face à la poursuite des suppressions massives d'emplois dans l'académie

Depuis 5 ans, chaque rentrée est marquée par l'annonce de suppressions d'emplois. 330 en 2003, 590 en 2004, l'addition se fait de plus en plus

lourde, les conséquences en terme d'emplois, de conditions de travail de plus en plus graves. Fin des M.i.-S.e., création des assistants d'éducation, remplacement des contractuels par des vacataires, multiplication des services partagés, flexibilité et précarité sont devenus les maîtres mots de la politique rectorale. Face à cela le S.n.e.s. a recherché avec constance à favoriser l'unité syndicale. Cela n'a pas toujours été facile de convaincre nos partenaires qu'il fallait non seulement marquer notre opposition, mais s'inscrire dans la durée et toujours replacer la politique académique dans son cadre national. Ces luttes n'ont pas été vaines, puisqu'à chaque rentrée, des établissements ont pu arracher des moyens supplémentaires pour pouvoir fonctionner correctement. Pourtant le bilan est sombre en terme d'offre de formation, avec la suppression de certains enseignements, la raréfaction de l'offre en langues vivantes, en grec ou en latin.

Faire vivre le paritarisme

Il est constamment menacé par la volonté bureaucratique de se passer de l'avis des personnels, avec par exemple la politique de bassin dont l'objectif est de court-circuiter les commissions paritaires départementales et académiques et les conseils d'administration des établissements. Cela débouche parfois sur des tensions avec le rectorat, par exemple dans le domaine de la Formation continue, où nous avons obtenu le retour à un fonctionnement plus transparent, d'autant plus indispensable que la formation se réduit. Il faut souligner l'activité des élus S.n.e.s. des personnels, qui consacrent énormément de temps et des efforts constants pour préparer les réunions, assister aux dizaines de commissions paritaires. L'administration ne nous facilite pas la tâche, obligeant les commissaires à sacrifier toujours davantage leurs congés. Travail utile cependant, les conseils et le suivi des dossiers permettant par exemple d'éviter davantage pour les syndiqués que pour les autres, les extensions lors du mouvement.

Défendre les personnels

Ce sont des centaines de démarches aux côtés des personnels en butte à des difficultés, soit avec leur administration, soit avec le rectorat et les inspections académiques : empêcher une sanction arbitraire, faire payer son dû, faire

respecter les statuts les plus fragiles comme ceux des M.i.-S.e., les assistants d'éducation, les précaires, mais aussi les titulaires est une activité permanente. Les démarches vont du coup de fil à l'accompagnement d'un collègue ou d'une délégation en audience, en passant par les courriers et les rencontres périodiques avec l'administration. Le travail est souvent si prenant pour des militants qui ont tous par ailleurs charge de classes, qu'il est parfois difficile de rendre compte régulièrement des démarches entreprises, ce qui entraîne certains à penser à tort que leurs dossiers sont oubliés.

Former et informer

Des efforts constants, depuis des années, sont réalisés avec nos publications et dans le domaine informatique pour améliorer l'accès de nos syndiqués à l'information et la qualité de celle-ci. La section académique, avec les sections départementales, organise des stages réguliers de formation des militants mais aussi pour les élus des personnels (stages T.r.m.d., budget...), et participe à l'animation des réunions de bassins. L.I.u.f.m. est un souci constant et mobilise nos efforts, malgré la dispersion.

Peser sur les évolutions nécessaires de l'école et de nos métiers

Notre conception d'un syndicalisme de masse, démocratique et progressiste nous pousse à ne pas nous limiter à ces tâches corporatistes, pour indispensables qu'elles soient. Le syndicalisme doit selon nous être également porteur des évolutions nécessaires du métier pour permettre au service public de remplir ses missions, et d'abord d'assurer à chaque élève le droit à une formation qualifiante de haut niveau. Notre souci est donc de peser sur les débats de société quand ils concernent l'école. Le S.n.e.s. doit être un acteur et un interlocuteur reconnu : nous avons poursuivi la préparation des Forums de l'Éducation dans le Nord, avec constitution d'une plaque et envoi systématique aux élus. Si nous n'avons pas encore réussi à attirer suffisamment de personnes lors de ces rencontres, notre démarche provoque cependant des réactions positives, permet une activité fédérale satisfaisante et le secrétariat a décidé de poursuivre.

Le débat est également mené à l'interne. Le dernier congrès académique a permis de mandater fortement le S3 au congrès national, et certaines de nos positions, parfois contestées par la direction nationale, ont fini par être adoptées, comme par exemple la critique de la CSG comme moyen de financement des dépenses sociales.

Droits et libertés

Le S3 a pris également ses responsabilités dans certains débats comme celui des droits et libertés ou le combat altermondialiste. Notre soutien sans faille aux sans papiers (participations aux réunions et aux instances, appels aux actions, soutien matériel) repose sur la conviction que c'est aussi le droit à l'éducation qui est en jeu. Le S3 a soutenu toutes les initiatives altermondialistes (forum régional, rencontres de Roubaix, appel au forum de St-Denis, etc)

Un Snés vivant et dynamique

Ce travail important n'est possible qu'avec un SNES vivant et dynamique, et ne peut reposer sur un petit nombre de militants.

Outre le souci permanent de **faciliter l'activité des S1**, en animant réunions et stages, en obtenant du rectorat une adresse électronique pour chaque établissement, le S3 recherche les possibilités de **faciliter le dialogue et la prise de décisions en commun**. Cela passe selon nous par le respect des statuts du S.n.e.s. et des courants minoritaires. Le secrétariat académique doit rester l'organe exécutif, chargé de la gestion quotidienne et de la mise en œuvre des décisions de la CAA (commission administrative académique) dont le rôle est de définir avec le Congrès les grandes orientations de notre activité. C'est la CA qui est élue par les syndiqués, c'est à elle de faire les choix. Le S.n.e.s. est organisé en tendances afin de permettre l'expression de la diversité des opinions. La tendance actuellement majoritaire (liste d'union) a fait le choix d'un exécutif homogène. C'est dans la CA que le courant minoritaire doit se faire entendre. Pour faciliter cette activité, le secrétariat diffuse à tous les membres de la CA les comptes rendus des secrétariats. Enfin, faire du S.n.e.s. un syndicat vivant consiste aussi à **assurer les relèves**. Dans ce domaine, les efforts se pour-

suivent pour attirer de nouveaux militants, avec la volonté de refléter la réalité du métier. Il faut constater la difficulté que nous rencontrons pour féminiser le S3. Il faut sans doute s'interroger davantage sur nos pratiques, trouver de nouvelles formes de militantisme pour permettre de concilier vie personnelle et activité syndicale. Il existe plusieurs instruments de mesure de l'efficacité de cette activité. Le premier est de **mesurer le résultat des élections**. En 2002, le S.n.e.s. a gagné des voix partout, sauf chez les Co-psy, malgré le départ du S.n.e.t.a.a. et la multiplication des listes. Chez les M.i.-S.e., la liste S.n.e.s. a encore progressé, le travail des élus et les actions S.n.e.s. ayant été plébiscités. A l'I.u.f.m., le S.n.e.s. obtient 70 % des voix environ. Enfin, les listes F.s.u. ont obtenu des résultats de l'ordre de 30 % chez les aides-éducateurs. En terme de syndicalisation, l'année 2003 a vu la stabilisation de la syndicalisation, après plusieurs années de recul. L'année 2004 s'annonce plus difficile. L'analyse du S3 est qu'il est impératif de revitaliser les S1, seul moyen d'assurer la syndicalisation et surtout une vie syndicale démocratique. Plus encourageante est notre capacité à syndiquer chez les stagiaires et chez les retraités.

Une démarche unitaire

Etre le syndicat le plus représentatif (dans le second degré, après le S.n.e.s. et la F.s.u. avec 50,6 % des voix, le second -le S.n.a.l.c.- n'obtient que 11,31 %) entraîne **des responsabilités**. L'une d'elles est de chercher à rassembler et à promouvoir l'unité. C'est ce que le S.n.e.s. recherche avec constance. Il n'a écarté aucun partenaire a priori, n'a pratiqué aucune exclusive, malgré des attaques parfois virulentes. Cette recherche n'est pourtant pas aveugle : lors des négociations, nous avons toujours eu le souci de respecter nos mandats et de faire respecter nos analyses et nos valeurs. Quand cela n'a pas été possible, nous avons engagé seuls l'action sans jamais rompre le dialogue.

L'unité dans la Fédération n'a pas été un vain mot, puisque nous avons encore renforcé **les liens avec les autres syndicats de la F.s.u.**, notamment lors des Assises. Ce n'est pas toujours facile, car l'activité militante est souvent encore plus difficile dans les syndicats à faibles effectifs, mais nous estimons que des progrès ont été réalisés.

Le S.n.e.s. académique s'est, conformément à ses mandats, vérifiés en CAA à plusieurs reprises, opposé aux propositions d'élargissement de la

Fédération. Son argumentation reposait sur plusieurs points : risque d'aggravation de l'émiettement syndical, priorité à donner à notre champ de syndicalisation, en difficulté chez les personnels A.t.o.s.s. et dans les lycées professionnels, absence de lisibilité dans les propositions d'organisation dans le cadre de l'élargissement (confédération, union de syndicats), incertitude sur l'attractivité réelle de cette nouvelle F.s.u. auprès des autres fonctions publiques, doute sur la capacité des militants à assumer cette surcharge de travail, au risque de ne pouvoir répondre aux attentes de ceux qui entreraient dans cette organisation, incertitudes enfin sur les objectifs de ceux qui aspirent à entrer plutôt à la F.s.u. que dans des confédérations déjà existantes. Le débat de fond porte moins sur la question de la représentativité (une F.s.u. élargie ne sera pas ipso facto mieux reconnue) que sur l'avenir d'un syndicalisme de branche, jugé limité notamment dans un cadre européen, ou au contraire encore capable de dynamisme. Le dernier congrès F.s.u. de Perpignan a tranché la question. La démocratie syndicale exige de nous maintenant de faire vivre ces mandats, tout en maintenant les valeurs qui ont donné sa force au S.n.e.s.

RAPPORT FINANCIER

Le compte d'exploitation 2001/2002 fait apparaître une variation négative de 190 227,35 euros pour deux raisons.

- d'une part, les versements retardés des cotisations de 169 559,87 euros aux S2 et S4. En effet, conformément à l'accord proposé par le S2 et S4, pour faciliter l'achat, en février 2001, du local rue Nationale, nous n'avons réglé le solde des cotisations 2000-2001 qu'au cours de l'exercice 2001-2002.
- d'autre part le restant dû relatif à l'aménagement (fin des travaux et achat de mobilier) de notre local, soit 14 165,60 euros.

Le déficit réel pour cette année est donc de 6 501,88 euros.

Pour ce qui concerne l'année 2002/2003, il faut prendre en compte l'augmentation non négli-

geable des remboursements des emprunts contractés auprès du S2 et du S4.

L'année 2002/2003 a été riche en actions dans lesquelles le Snes s'est fortement investi comme en témoignent les chapitres manifestations, transport, location de matériel. A ce sujet d'ailleurs, notons l'importance des souscriptions qui nous ont bien aidés.

Le Snes a aussi organisé de nombreux stages syndicaux destinés à mieux armer les collègues face à l'administration et des réunions mutations «décentralisées» dans toute l'académie pour aider les collègues, en particulier les stagiaires IUFM, à mieux s'approprier les règles du mouvement déconcentré.

Pour faciliter la communication avec les collègues et améliorer l'accès aux permanences téléphoniques souvent saturées avec l'ancien

système, nous avons investi dans un nouveau standard téléphonique (4229,79 euros)

Grâce à une gestion rigoureuse, nous sommes parvenus à un équilibre des recettes et des dépenses en 2002/2003. Désormais, notre marge de manoeuvre est plus étroite compte tenu des difficultés liées à la syndicalisation et des frais incompressibles (salaires, charges sociales, impôts, remboursement des emprunts). Il s'agira donc de maîtriser les autres postes de dépenses, exercice difficile mais pas insurmontable à partir du moment où une volonté commune nous anime pour ce faire, une volonté bien entendu partagée par tous les secteurs d'activité du S3.

Les trésoriers

Jean Paul Hennion, Nicole Courselle,

Jean Jacques Mortier

COMPTES D'EXPLOITATION 2001-2002**RECETTES**

• Cotisations nettes encaissées :		600 900,66
cotisations nettes encaissées	600 900,66	
• Ventes Publications		47,00
ventes publications Snes	47,00	
• Souscriptions Dons Divers		1 930,81
souscriptions	173,35	
divers	1 757,46	
• Subventions prêts		1 640,00
subventions	1 640,00	
prêts	0,00	
• Vente de matériel		0,00
matériel informatique	0,00	
• Matériel duplication		0,00
autre matériel	0,00	
• Remboursement frais		00,00
remboursement S4	00,00	
remboursement syndiqués	0,00	
• Produits financiers		7 831,49
produits financiers	7 831,49	
• Produits divers		18 332,35
produits divers	18 332,35	
Total:		630 682,31

DEPENSES

• Cotisations		601 253,71
part S4 + FSU	551 387,58	
part S2 Pas de Calais	49 866,13	
• Investissements		11 364,51
matériel informatique	4 349,63	
entretien matériel informatique	1 496,55	
matériel reprographie	1 122,09	
achat mobilier	3 867,49	
autres	528,75	
• Frais de personnel		32 428,76
salaires	19 925,91	
charges sociales	12 502,85	
• Reprographie		46 267,63
fournitures	1 457,59	
achat de papier	2 738,63	
entretien et contrats	5 620,17	
impression	26 133,07	
façonnage	10 318,17	
• Frais de Communication		42 311,46
routage affranchissement	32 098,76	
téléphone minitel fax	4 928,54	
internet	70,80	
enveloppes	5 213,36	
• Déplacements, Manifestations...		32 957,36
déplacements, repas et stages	29 249,48	
frais secrétariat	1 421,16	
manifestations: transports	904,00	
manifestations: matériel, location	1 382,72	
• Charges et local		29 153,41
travaux agencement	10 298,11	
réparations, entretien	00,00	
charges locatives	9 077,90	
impôts taxes assurances	8 545,56	
EDF GDF	1 231,84	
eaux	0,00	
• Frais financiers bancaires		4 698,65
charges financières	0,00	
frais de gestion	2 411,91	
remboursements emprunt	2 286,74	
• Frais divers et exceptionnels		20 474,17
frais divers	1 315,09	
frais exceptionnels	27,00	
diminution des placements	17 501,43	
presse quotidienne, revues	1 493,44	
publications Snes	137,21	
Total:		820 909,66
Variation NEGATIVE des avoirs bancaires:		190 227,35

BILAN FINANCIER

Avoirs existants au 30/09/2001:	273 013,11
Déficit:	190 227,35
Avoirs existants au 30/09/2002:	82 785,76

COMPTES D'EXPLOITATION 2002-2003**RECETTES**

• Cotisations nettes encaissées :		622 920,96
cotisations nettes encaissées	622 920,96	
• Ventes Publications		150,95
ventes publications Snes	150,95	
• Souscriptions Dons Divers		9 964,37
souscriptions	9 930,87	
divers	33,50	
• Subventions prêts		6 100,00
subventions	6 100,00	
prêts	0,00	
• Vente de matériel		0,00
matériel informatique	0,00	
• Matériel duplication		0,00
autre matériel	0,00	
• Remboursement frais		2444,00
remboursement S4	2444,00	
remboursement syndiqués	0,00	
• Produits financiers		4 096,89
produits financiers	4 096,89	
• Produits divers		0,00
Total:		645 677,17

DEPENSES

• Cotisations		445 519,63
part S4 + FSU	427 243,00	
part S2 Pas de Calais	18 276,63	
• Investissements		7 256,81
matériel informatique	937,34	
entretien matériel informatique	1 130,48	
matériel reprographie	167,44	
achat mobilier	285,97	
autres	4 735,58	
• Frais de personnel		27 830,17
salaires	14 851,64	
charges sociales	12 978,53	
• Reprographie		49 303,39
fournitures	3 382,06	
achat de papier	3 991,99	
entretien et contrats	5 568,08	
impression	28 303,18	
façonnage	8 058,08	
• Frais de Communication		36 932,82
routage affranchissement	29 615,21	
téléphone minitel fax	5 300,28	
internet	62,00	
enveloppes	1 955,33	
• Déplacements, Manifestations...		42 977,00
déplacements, repas et stages	32 531,96	
frais secrétariat	678,99	
manifestations: transports	4 070,80	
manifestations: matériel, location	5 695,25	
• Charges et local		16 958,04
travaux agencement	368,61	
réparations, entretien	186,19	
charges locatives Dangremont	8 343,51	
impôts taxes assurances	6 801,00	
EDF GDF	1 258,73	
eaux	0,00	
• Frais financiers bancaires		13 100,32
charges financières	0,00	
frais de gestion	3 191,13	
remboursements emprunt	9 909,19	
• Frais divers et exceptionnels		2 089,09
frais divers	373,19	
frais exceptionnels	60,50	
diminution des placements	0,00	
presse quotidienne, revues	1 575,70	
publications Snes	79,70	
Total:		641 967,27
Variation POSITIVE des avoirs bancaires:		3 709,90

BILAN FINANCIER

Avoirs existants au 30/09/2002:	82 785,76
Excédent:	3 709,90
Avoirs existants au 30/09/2003:	86 945,66